



Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction mobilité, emplois, carrières
78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP

Dossier suivi par : I. FABREGUE
Tél. : 01.49.55.53.65
Mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr

Note de mobilité

SG/SRH/SDMEC/2014-775

24/09/2014

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 4

Objet : Appel à candidatures : 4 postes dans le 2ème cercle

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Direction Générale des Politiques Agricole, Agroalimentaire et des Territoires :

1 poste de conseiller pour les affaires agricoles en Allemagne avec compétence régionale sur l'Autriche et la Suisse (F/H) (catégorie A) à BERLIN.

1 poste de conseiller pour les affaires agricoles au Royaume-Uni avec compétence régionale sur l'Irlande (F/H) (catégorie A) à LONDRES.

Institut National de Formation des personnels du Ministère de l'Agriculture (INFOMA) :

1 poste de chef(fe) du service de formation initiale (catégorie A - ISPV) à CORBAS (69).

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) :

1 poste d'adjoint(e) au chef du service carrière et paie, chargé des questions budgétaires et financières (catégorie A) à VINCENNES (94).

L'adjoint sous-directeur mobilité, emplois, carrières

Signé : Patrice CHAZAL

Direction générale des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires
Service des relations internationales

Conseiller pour les affaires agricoles en Allemagne, à Berlin (F/H)
avec compétence régionale sur l'Autriche et la Suisse

Catégorie A

Prise de fonctions : 1^{er} novembre 2014

Nature de l'activité :

Sous l'autorité du chef du service économique auprès de l'ambassadeur, le conseiller pour les affaires agricoles en Allemagne aura pour missions :

- D'observer, de suivre et d'analyser les positions allemandes en matière de politiques agricole, halieutique, commerciale et de réglementations vétérinaire et phytosanitaire dans le domaine national, communautaire et international ;
- D'informer les autorités françaises et plus particulièrement le ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, sur l'évolution des positions allemandes en matière de politique agricole commune, y compris les aspects forestiers, de politique commune des pêches, de réglementations vétérinaire et phytosanitaire et de négociations internationales portant directement ou indirectement sur ces questions (OMC, OCDE...), et plus largement sur les problématiques communautaires (budget, commerce, environnement...) ayant un impact sur l'agriculture ;
- De faciliter le dialogue entre les autorités françaises et allemandes ;
- De promouvoir les positions françaises auprès des administrations allemandes ;
- De favoriser le développement du commerce agroalimentaire de la France en direction de l'Allemagne, ce qui inclut notamment une connaissance précise des réglementations applicables au commerce agroalimentaire et une assistance aux opérateurs rencontrant des difficultés avec les administrations allemandes ;
- D'élaborer une stratégie d'influence (développement durable, sécurité sanitaire...) ;
- De répondre aux demandes d'informations spécifiques des autorités françaises et plus particulièrement du ministère en charge de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Zone d'activité régionale :

Le conseiller pourra, en lien avec les missions économiques concernées, intervenir dans les pays suivants : Autriche et Suisse.

Qualités requises :

- Esprit d'initiative et de synthèse, autonomie, réactivité, disponibilité ;
- Capacité de travail en équipe, sens des relations humaines et des négociations internationales ;
- Pratique de l'administration centrale et des relations internationales ;
- Maîtrise des langues allemande et anglaise ;
- Une connaissance de la politique agricole commune serait appréciée.

Durée de l'engagement : 3 ans, prolongeable deux fois un an

Personnes à contacter :

- Guilhem Brun – sous-directeur des affaires européennes –DGPAAT : tél. : 01.49.55.45.57
guilhem.brun@agriculture.gouv.fr

- Patrice de Laurens – chef du service des relations internationales - DGPAAT : 01.49.55.46.65
patrice.delarens@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) sera transmise à la DGPAAT, Bureau des échanges et promotion, à Colette BOURJOUX, mel : colette.bourjoux@agriculture.gouv.fr

**Direction générale des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires
Service des relations internationales**

**Conseiller pour les affaires agricoles au Royaume-Uni, à Londres
avec compétence régionale sur l'Irlande (F/H)**

**Catégorie A
Prise de fonctions : 2015**

Nature de l'activité :

Sous l'autorité du chef du service économique auprès de l'ambassadeur, le conseiller pour les affaires agricoles au Royaume-Uni aura pour missions :

- D'observer, de suivre et d'analyser les positions britanniques en matière de politiques agricole, halieutique, commerciale et de réglementations vétérinaire et phytosanitaire dans le domaine national, communautaire et international ;
- D'informer les autorités françaises et plus particulièrement le ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, sur l'évolution des positions britanniques en matière de politique agricole commune, y compris les aspects forestiers, de politique commune des pêches, de réglementations vétérinaire et phytosanitaire et de négociations internationales portant directement ou indirectement sur ces questions (OMC, OCDE...), et plus largement sur les problématiques communautaires (budget, commerce, environnement...) ayant un impact sur l'agriculture ;
- De faciliter le dialogue entre les autorités françaises et britanniques ;
- De promouvoir les positions françaises auprès des administrations britanniques ;
- De favoriser le développement du commerce agroalimentaire de la France en direction du Royaume-Uni, ce qui inclut notamment une connaissance précise des réglementations applicables au commerce agroalimentaire et une assistance aux opérateurs rencontrant des difficultés avec les administrations britanniques ;
- D'élaborer une stratégie d'influence (développement durable, sécurité sanitaire...) ;
- De répondre aux demandes d'informations spécifiques des autorités françaises et plus particulièrement du ministère en charge de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Zone d'activité régionale :

Le conseiller pourra intervenir en Irlande en lien avec la mission économique concernée.

Qualités requises :

- Esprit d'initiative et de synthèse, autonomie, réactivité, disponibilité ;
- Capacité de travail en équipe, sens des relations humaines et des négociations internationales ;
- Pratique de l'administration centrale et des relations internationales ;
- Maîtrise de la langue anglaise ;
- Une connaissance de la politique agricole commune serait appréciée.

Durée de l'engagement : 3 ans, prolongeable deux fois un an

Personnes à contacter :

- Guilhem Brun – Sous-Directeur des Affaires européennes – DGPAAT - Tél. : 01.49.55.45.57
guilhem.brun@agriculture.gouv.fr

- Patrice de Laurens – chef du service des relations internationales - DGPAAT – Tél. : 01.49.55.46.65
patrice.delarens@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) sera transmise à la DGPAAT, Bureau des échanges et promotion, à Colette BOURJOUX, mel : colette.bourjoux@agriculture.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.
Institut National de Formation des personnels du Ministère de l'Agriculture (INFOMA)
16, rue du Vercors
69960 CORBAS

Chef(fe) du service de formation initiale

N° du poste : 22275	
Catégorie : A – ISPV	
Cotation parcours professionnel	Cotation part fonction PFR : sans objet
poste catégorie A : 3	
Poste susceptible d'être vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	Établissement du Secrétariat général du ministère chargé de l'agriculture, l'INFOMA a pour missions principales d'assurer la formation initiale du corps des techniciens supérieurs du ministère et d'organiser une part importante des sessions de formation continue pour les services déconcentrés de l'État et ses opérateurs mettant en œuvre les politiques agricoles, agroalimentaires et forestières. La formation des techniciens supérieurs du ministère (TSMA) concerne 3 spécialités : Vétérinaire et Alimentaire, Techniques et Économie agricoles (site de Corbas), Forêt et Territoires Ruraux (site de Velaine-en-Haye).
Objectifs du poste	Le chef du service de formation initiale élabore et actualise les objectifs, les contenus et les méthodes de formation des techniciens stagiaires pour les spécialités vétérinaire et agricole. Il programme et met en œuvre la formation, encadre les TSMA stagiaires et manage une équipe de 10 personnes.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	En tant que chef du service de la formation initiale, il conçoit et met en œuvre le cursus des stagiaires et les encadre dans leur suivi quotidien. Il assure une veille au travers de l'animation d'un réseau d'acteurs des politiques du MAAF. Il organise l'activité du service, tient à jour ses indicateurs et établit les bilans intégrés dans la démarche ISO 9001, recrute les intervenants et prestataires, participe aux instances de l'INFOMA et au comité de direction. Il encadre l'ensemble du personnel du service. Assisté par un responsable pédagogique de la spécialité agricole, il prend en charge directement la spécialité vétérinaire. Dans ce cadre, il met à jour les référentiels de formation de la spécialité, établit le programme de la formation, en assure la mise en œuvre et organise les épreuves d'évaluation.
Champ relationnel du poste	Nombreux contacts avec les différents services et agents du MAAF, les autres services de l'État, établissements d'enseignement, universités, intervenants extérieurs et professionnels des secteurs concernés, ensemble des agents de l'établissement.
Compétences liées au poste	Savoirs :
	Savoir-faire :
	<ul style="list-style-type: none"> - Bonne connaissance des différents domaines d'activités des services vétérinaires ; - Intérêt pour le domaine de la formation ; - Bonne connaissance des outils informatiques et des NTIC ; - Une expérience préalable dans le domaine de la pédagogie constituerait un plus mais n'est pas un pré-requis.
Personne à contacter	Jean-Pascal FAYOLLE, Directeur – Tél. : 04.72.28.93.01 jean-pascal.fayolle@agriculture.gouv.fr

**Ministère de l'Écologie, du Développement Durable, et de l'Énergie
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques**

AVIS DE VACANCE DE POSTE

**À pourvoir par un fonctionnaire exclusivement
(en position normale d'activité ou par la voie du détachement sur contrat)**

Classification :	Catégorie A
Fonction :	Adjoint au chef du service carrière et paie, chargé des questions budgétaires et financières (h/f)
Affectation :	Délégation aux Ressources Humaines
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef de service carrière et paie
Résidence administrative :	Vincennes (94300)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

L'Office national de l'Eau et des Milieux Aquatiques, établissement public à caractère administratif (+ de 900 agents, 150 M€ de budget), sous la tutelle du ministère chargé de l'Écologie est organisé selon trois niveaux géographiques, direction générale, délégations interrégionales et services départementaux.

Il conduit des missions d'intérêt général telles que :

- la mobilisation de la recherche, l'organisation, la production et la diffusion d'une expertise fondée sur les connaissances scientifiques, en appui à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques de l'eau
- la surveillance de l'eau et des milieux aquatiques, ainsi que le contrôle de leurs usages, et la prévention de leur dégradation, leur restauration et la préservation de la biodiversité
- la coordination et l'animation du système d'information sur l'eau, l'acquisition de données, ainsi que la mise à disposition des informations auprès du public et des autorités tant européennes que nationales et locales
- la contribution au financement de politiques prioritaires, notamment au titre de la solidarité entre les bassins et du plan de réduction de l'usage des produits phytosanitaires.

Vous serez affecté au sein du service carrière et paie (équipe de 6 personnes) à la délégation aux ressources humaines (19 personnes).

Missions :

Réaliser les analyses nécessaires pour assurer l'évaluation et l'exécution de la masse salariale (55 millions d'euros).

Traiter de toutes questions transversales ayant un impact sur la masse salariale : FIPH, CET, calcul de primes (GIPA, part variables....etc)

Traiter de toutes questions relatives aux cotisations : URSSAF, IRCANTEC, DADS...etc
Etre le référent du logiciel SIRH Civitas

Coordonner et suivre de l'activité du service en l'absence de la responsable

Activités principales :

1. Assurer l'élaboration, l'exécution et le suivi de la masse salariale en :

- Elaborant les prévisions budgétaires relatives aux dépenses de personnels et en assurant le suivi de l'exécution du budget en cours d'exercice ;
- Anticipant les facteurs d'évolution des emplois et des effectifs (variation des effectifs, mesures catégorielles, GVT, départs à la retraite, évolution du régime indemnitaire ...) et leur impact sur la masse salariale ;
- Construisant et alimentant des outils de pilotage de la masse salariale (suivi mensuel, suivi par poste, calcul des coûts et des écarts, tableaux de bords prévisionnels...) et en contrôlant la pertinence, la validité et la cohérence des données ;
- Assurant la soutenabilité des dépenses de personnel ;

2. Mettre en œuvre la politique de rémunération de l'établissement en :

- Participant aux groupes de travail sur la politique de rémunération de l'établissement, les régimes indemnitaires et autres dispositifs liés directement à la rémunération ;
- Réalisant des études prévisionnelles sur l'impact financier de l'évolution des régimes indemnitaires et des différents statuts afin de participer à l'élaboration de la politique de rémunération des personnels dans le cadre du projet de fusion de l'Agence Française de la Biodiversité (AFB).

3. Assurer l'élaboration d'outils de reporting en :

- Elaborant le bilan d'exécution annuel de la masse salariale ;
- Coordonnant l'élaboration du bilan social ;
- Répondant aux différentes enquêtes, aux demandes internes concernant la rémunération et le suivi de la masse salariale ;
- Développant les outils et les méthodes de gestion RH - notamment les tableaux de bord, à partir des logiciels du service.

4. Apporter appui au pilotage de l'activité en :

- Concevant, développant, mettant en place et en actualisant des outils d'analyse, de pilotage et de suivi ;
- Veillant sur l'évolution de la législation sociale (prendre en compte les taux de cotisation adaptés ;
- Effectuant une veille juridique sur les données de paie, de contrôle l'application des obligations légales;
- Garantissant le bon fonctionnement du logiciel CIVITAS en assurant sa mise à jour et son paramétrage
- Participant au développement du SIRH sur le module carrière

Profil recherché

Forte technicité en matière de connaissance de la masse salariale
Appétence pour les aspects budgétaires et SI
Expérience dans des fonctions similaires exigée.

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Connaissance indispensable en matière de gestion et prévision de la masse salariale
- Bonne connaissance de la législation en matière de personnels et de salaires.
- Bonne connaissance de la structure et du fonctionnement de l'Administration.
- Excellente maîtrise de l'utilisation des outils bureautiques (dont Excel et Business Object) et des outils d'analyse
- Une connaissance de CIVITAS sera un atout supplémentaire.

Savoir-faire :

- Fortes qualités relationnelles
- Très bonnes capacités rédactionnelles
- Rigueur, capacité d'analyse et de synthèse

- Capacité à gérer, contrôler, évaluer
- Capacité à rendre compte de façon synthétique (par écrit)

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (curriculum vitae détaillé et lettre de motivation) sous la référence DRH/RMS/F par courriel à recrutement@onema.fr ou par voie postale à l'adresse suivante :

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques - Délégation aux ressources humaines
Immeuble « Le Nadar » - Hall C - 5, square Félix Nadar- 94300 VINCENNES

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 30 septembre 2014